

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 22 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FE Pléchâtel SAS

Parc de la Haute Borne
14 rue Hergé
59650 Villeneuve-d'Ascq

Références : UD/2024-295
Code AIOT : 0005517854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement FE Pléchâtel SAS implanté La belle épine 35470 Pléchâtel. L'inspection a été annoncée le 26/03/2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FE Pléchâtel SAS
- La belle épine 35470 Pléchâtel
- Code AIOT : 0005517854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Pléchâtel est composé de 4 éoliennes d'une puissance unitaire d'1 MW.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Abords	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Formation : maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
3	Tests équipements mises à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
4	Contrôle des brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18>I
5	Contrôle des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18>II
6	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien mis en place le suivi environnemental demandé par l'arrêt préfectoral de mise en demeure du 30/06/2023. Il a répondu aux demandes de l'inspection des installations classées concernant les procédures de maintenance et les justificatifs demandés lors des dernières inspections.

L'inspection propose en conséquence de lever l'arrêt préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <p>La société FE Pléchâtel, exploitant une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sise au lieu-dit La Belle Épine sur la commune de Pléchâtel, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 août 2011 en :</p> <ul style="list-style-type: none">• mettant en place un suivi environnemental à compter du 1er avril 2023 ;• mettant en place un bridage des 4 aérogénérateurs, respectant les recommandations du suivi environnemental de 2020, à compter du 1er août 2023.
Constats : <p>Pour 2023 :</p> <p>Concernant le suivi environnemental, l'exploitant avait mis en place un enregistreur sans convention avec un bureau d'études pour l'étude des données. L'enregistreur a été enlevé et les données n'ont donc pas été analysées.</p> <p>Concernant le bridage, l'exploitant a transmis les justificatifs de bridage à partir du 10/08. Le bridage a été mis en place uniquement sur le paramètre vent. L'exploitant a présenté les données 10 minutes du 15 octobre 2023, qui montrent la vitesse moyenne sur les 10 minutes et la production associée. Ce document montre qu'il y a bien eu des arrêts.</p> <p>Pour 2024 :</p> <p>Concernant le suivi environnemental, l'exploitant a transmis un bon de commande signé pour un suivi environnemental 2024 avec un bureau d'études spécialisé. L'enregistreur a été installé avec le bureau d'études le 20 mars 2024. Depuis, le technicien du parc relevait les données manuellement. Une carte sim a été installée pour éviter le relevé des données et permettre la transmission à distance. La tranche optionnelle du devis n'ayant pas été signée, il est rappelé à l'exploitant qu'il devra procéder au dépôt des données sur DEPOBIO.</p> <p>Concernant le bridage, il sera mis en place en août. L'exploitant travaille sur un automate conseillé par ENEDIS pour arrêter le parc, qui pourrait permettre d'ajouter le paramètre de la température. L'exploitant indique que la température serait relevée au niveau du poste de livraison. L'inspection des installations classées conseille à l'exploitant de se rapprocher de son bureau d'études pour vérifier la pertinence d'appliquer le bridage sur une température relevée au niveau du poste de livraison et non de la nacelle de chaque éolienne. Il semblerait plus pertinent d'appliquer les bridages sur les températures relevées au niveau de chaque nacelle.</p> <p>Le paramètre vent est relevé avec un anémomètre, vérifié à chaque maintenance annuelle : vérification de la coupelle, action manuelle pour voir si les vitesses changent, vérification de l'état des câbles et roulements. Si l'anémomètre est cassé, l'éolienne s'arrête car la vitesse est nulle et les éoliennes ne démarrent qu'à partir d'une vitesse de 3,6 m/s.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit prévenir l'inspection des installations classées au plus vite en cas de dysfonctionnement du bridage.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la preuve de mise en place du bridage début août et au plus tard le 15 août 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Formation : maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation : maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un numéro direct au service maintenance, indiqué sur les panneaux d'information des éoliennes. Le service maintenance répond aux horaires classiques de bureau. Sans réponse, l'appel est basculé vers les numéros des 4 responsables, qui ne sont jamais en congés en même temps.</p> <p>Une personne est chargée du suivi de nuit, en semaine.</p> <p>Des astreintes des techniciens sont mises en place le week-end en journée.</p> <p>Il n'y a pas d'astreinte officielle la nuit le week-end, bien que l'exploitant indique que les 4 responsables répondent au téléphone.</p> <p>L'exploitant est alerté sur les risques d'incident la nuit, pendant les absences de la personne qui travaille la nuit ou pendant les week-ends.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Tests équipements mises à l'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Tests équipements mises à l'arrêt
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a transmis les derniers rapports de mise à l'arrêt, mise à l'arrêt d'urgence et mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse, en date des 10/10/2023 et 09/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18>I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant a fourni les derniers rapports de maintenance. Le rapport de l'éolienne E1 du 28/09/2023 a été consulté, il comprenait bien le serrage des brides. En revanche, il ne comprend pas l'information du serrage intégral ou partiel. Le registre annuel consulté indique que le dernier serrage intégral pour E1 date du 20/07/2022 et le registre de maintenance semble indiquer que le serrage du 28/09/2023 était un serrage partiel. > L'exploitant est invité à reporter l'information sur chaque rapport de maintenance, en indiquant si le serrage est partiel ou complet, ce qui permettra d'éviter le doute à la lecture du rapport et la nécessité de consulter le registre complet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18>II
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des pâles
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant procède à un pilotage drone une fois par an, et envoie les données à une entreprise spécialisée qui analyse les défauts et les hiérarchise. Le dernier rapport du 11/04/2024 a été consulté le jour de l'inspection concernant l'éolienne E1. Le dernier contrôle aux jumelles date du 14/11/2023, ce qui justifie le respect de la fréquence de 6 mois. > Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de coordonner les contrôles par drones et par jumelles pour que si chacun de ces contrôles est effectué annuellement, leur réalisation échelonnée permette de respecter la fréquence de 6 mois imposée par l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :- de mettre en oeuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : Le jour de l'inspection, un exercice a été réalisé : il a consisté en un appel au numéro d'urgence indiqué sur les panneaux d'information pour simuler un incendie au pied de l'éolienne E1. L'interlocuteur ayant répondu est l'un des responsable nationaux. Il a décrit la procédure en place : appel aux pompiers, appel aux responsables locaux et techniques, appel aux responsables nationaux et arrêt de la machine. Le jour de l'inspection, l'arrêt de la machine a été effectué en 4 minutes environ. L'exercice s'est bien déroulé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Abords
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Des déchets (notamment des pneus) sont présents au pied de l'éolienne E2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant évacuera les déchets présents au pied de l'éolienne E2 dans un délai d'un mois. Il transmettra à l'inspection des photos de la zone nettoyée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Le plancher intérieur de l'éolienne E4 est rempli d'huile, avec de l'huile dégoulinant du haut de l'éolienne. L'exploitant indique que la fuite est limitée à l'intérieur de l'éolienne et n'a pas d'incidence sur le milieu naturel. Il indique que la fuite est liée à la boîte de vitesse qui doit être remplacée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est demandé à l'exploitant de nettoyer l'intérieur de l'éolienne et de s'assurer de l'absence d'impact vers le milieu naturel. L'exploitant transmettra des preuves de nettoyage de l'éolienne sous un délai de 5 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois